

# *L'impasse de la renationalisation*

*Préférer la mondialisation à l'autosuffisance pour garantir la prospérité et la sécurité de l'approvisionnement*

## analyse

---

*Patrick Dümmler avec la participation de  
Peter Grünenfelder et Pascal Lago*

---

La pandémie de Covid-19 a réveillé les craintes de pénurie. Ainsi, la mondialisation serait allée trop loin, les chaînes de valeurs internationales auraient augmenté les risques de ne pas avoir accès aux biens nécessaires au moment crucial. Une renationalisation du processus de production est préconisée comme solution à ces problèmes.

La Suisse est l'un des pays les plus fortement mondialisés et les gains de prospérité amenés par la division internationale du travail y sont les plus élevés au monde. «Démanteler» les chaînes de valeurs conduirait à des pertes de revenus notables.

L'importance accordée par la politique au degré d'autosuffisance – la production d'un maximum de calorie au sein du pays – nuit à la sécurité de l'approvisionnement de la Suisse. Poursuivre l'intensification de la production intérieure de denrées alimentaire porterait durablement atteinte aux ressources naturelles tout en imposant d'importer davantage de matières auxiliaires. Au lieu de soutenir un tel processus à coups de milliards prélevés sur l'argent des contribuables, comme c'est le cas actuellement, il conviendrait de diversifier les sources d'approvisionnement via la conclusion d'autant d'accords de libre-échange que possible. La même logique s'applique également aux autres biens essentiels.

	Executive Summary	3
1	Retour à l'Etat-nation?	5
2	Pourquoi la Suisse a beaucoup à perdre d'une renationalisation	8
3	Principe de la sécurité de l'approvisionnement plutôt que de l'autosuffisance	13
4	Surmonter la pandémie grâce à la coopération transnationale et non au repli national	19
5	Leçons pour la prochaine crise	21
	Bibliographie	24

---

Editeur	Avenir Suisse, <a href="http://www.avenir-suisse.ch">www.avenir-suisse.ch</a>
Relecture interne	Jérôme Cosandey
Traduction et adaptation	Claire-Andrée Nobs
Conception	Carmen Sopi

© Mai 2020 Avenir Suisse, Zurich

Cette œuvre est protégée par le droit d'auteur. Avenir Suisse étant intéressé à la diffusion des idées présentées ici, l'utilisation par des tiers des conclusions, des données et des graphiques de cette œuvre est expressément souhaitée à condition que la source soit indiquée de façon précise et bien visible et que les dispositions légales en matière de droits d'auteur soient respectées.

Télécharger <https://www.avenir-suisse.ch/fr/publication/limpasse-de-la-renationalisation/>

---

## Executive Summary

Le slogan «Notre pays d'abord» ne prévaut pas que depuis la crise du coronavirus, mais cette dernière a contribué à le renforcer. Depuis une dizaine d'années, le nombre de barrières commerciales dans le monde augmente de manière constante, et un nouveau pic peut être attendu pour 2020. Cela a un impact sur le volume du commerce international, qui a certes continué à croître, mais à un rythme plus lent qu'au cours des décennies passées. Dans le contexte actuel de la pandémie de Covid-19, les appels à la «démondialisation» ou au découplage de l'économie suisse des chaînes de valeur internationales se font de plus en plus pressants, bien que l'on sache que le virus ne s'est pas propagé par le biais du commerce des marchandises.

### **La renationalisation entraîne une perte de prospérité**

Malgré les efforts politiques pour se replier sur l'Etat-nation, la mondialisation ne s'arrêtera pas. L'interdépendance internationale est trop forte, la division mondiale du travail est trop finement organisée et l'augmentation de la prospérité qui en résulte est trop élevée. «Démanteler» les chaînes de valeur transnationales mettrait particulièrement en péril la prospérité des petits pays comme la Suisse. Depuis 2002 (date d'entrée en vigueur des Accords bilatéraux I), le produit intérieur brut (PIB) a augmenté plus rapidement que la population résidente, ce qui signifie que la prospérité par habitant a augmenté en Suisse. Le commerce extérieur suisse – mesuré en pourcentage du produit intérieur brut – atteint un niveau élevé de 96 %, et le taux d'exportation a augmenté de 8 % à 52 % du PIB depuis 2002. Cela a été un moteur pour l'emploi : environ 1,9 million de personnes actives occupées bénéficient directement de l'accès aux marchés étrangers. Parmi elles, 915 000 bénéficient de la demande en provenance des pays de l'Union européenne (UE).

Les revendications de renationalisation de la production sont basées sur la crainte de ne pas avoir accès aux biens essentiels en cas d'urgence. L'accent est mis sur l'alimentation, l'énergie et les produits sanitaires. Les difficultés temporaires d'approvisionnement dans la crise actuelle ne doivent pas occulter le fait qu'il n'y a jamais eu de pénurie durable en Suisse. Par exemple, les statistiques démontrent que le taux d'autosuffisance alimentaire de la Suisse est élevé en comparaison internationale (59 %) ; en moyenne, seuls 20 % environ de la population d'un pays peut être nourrie avec les ressources nationales. Toutefois, le chiffre suisse est trompeur, car à l'heure actuelle, une grande partie des produits semi-finis et des matières auxiliaires pour l'agriculture sont importés et ne sont que partiellement inclus dans le degré d'autosuffisance. Malgré cela, la politique agricole soutient la prévention des crises grâce à des contributions publiques financées par l'impôt et s'élevant à plus d'un milliard de francs par an. Une évaluation a conclu que ce système de soutien n'est pas efficace, c'est-à-dire que beaucoup d'argent est dépensé sans que cela débouche sur une amélioration notable de l'approvisionnement. Cette politique est fondée sur l'hypothèse erronée que la sécurité de l'approvisionnement équivaut à l'autosuffisance.

### **La sécurité de l'approvisionnement n'est pas synonyme d'autosuffisance**

Contrairement au concept d'autosuffisance, la sécurité de l'approvisionnement n'implique pas que la plus grande quantité possible de nourriture doive être produite en tout temps au niveau national. Elle assure l'approvisionnement alimentaire d'une part en diversifiant les sources, par exemple en concluant le plus grand nombre possible d'accords de libre-échange. D'autre part, il est essentiel pour le secteur alimentaire de s'efforcer de préserver les ressources naturelles et la biodiversité afin de ne pas nuire à la productivité future.

Pour de nombreux autres biens essentiels, tels que l'électricité et les produits sanitaires, il ne faut pas non plus poursuivre une stratégie de cloisonnement et d'autosuffisance, mais plutôt une stratégie d'ouverture.

Il est plus facile de relever les défis dans un contexte mondial ou au moins européen. Les accords sur l'électricité et la santé conclus avec l'UE constituent une base importante à cet égard.

### **Leçons pour la prochaine crise**

Sept leçons peuvent être tirées pour la prochaine crise :

- 01\_ Les restrictions à l'exportation exacerbent les effets de la pandémie. La Suisse devrait donc œuvrer contre les obstacles à l'exportation et en faveur du multilatéralisme.
- 02\_ Les importations devraient être définitivement libérées des charges financières et administratives grâce à une suppression unilatérale des droits de douane suisses.
- 03\_ Le contrôle des investissements ne contribue ni à la sécurité nationale ni à la sécurité de l'approvisionnement. Il doit être aboli.
- 04\_ Au lieu de viser le plus haut taux d'autosuffisance possible, il convient de rechercher la sécurité de l'approvisionnement. Cela inclut la diversification des sources d'approvisionnement en biens essentiels.
- 05\_ La Suisse devrait s'efforcer de conclure et de mettre en œuvre l'accord bilatéral sur la santé avec l'UE.
- 06\_ La libre circulation des personnes doit être maintenue. Les frontaliers ainsi que l'immigration de spécialistes en provenance de l'étranger, et notamment de l'UE, soutiennent l'économie suisse.
- 07\_ La gestion des réserves obligatoires doit être optimisée et se limiter aux biens réellement indispensables, comme entre autres les produits sanitaires et alimentaires.

# 1 \_ Retour à l'Etat-nation?

## 1.1 \_ «Notre pays d'abord»

En cette période de crise, l'expression «America first», signe d'une politique de renationalisation économique, ne s'applique plus qu'aux Etats-Unis. «Notre pays d'abord» est un principe qui prévaut désormais dans de nombreux pays de toutes les régions du monde, dont l'intention est de renoncer à la coopération mondiale, d'interdire l'exportation de biens essentiels ou de fermer les frontières aux personnes physiques – sauf pour leurs propres citoyens. La pandémie de Covid-19 a transformé la communauté internationale plus rapidement que beaucoup de gens ne l'auraient jamais cru possible. La croissance rapide du nombre de personnes infectées par le Covid-19 a obligé les politiciens à prendre des mesures décisives – se replier sur la sphère domestique et se démarquer des «pays étrangers où tout est bien pire» leur a permis de maintenir l'illusion selon laquelle ils maîtrisaient la situation.

Le repli vers l'Etat-nation a commencé avant même la pandémie. Depuis 2010, le nombre de barrières commerciales dans le monde entier a augmenté presque chaque année, atteignant un nouveau sommet en 2019. On peut s'attendre à une nouvelle augmentation significative pour l'année en cours, puisque les chiffres de toutes les années précédentes, sauf 2019, avaient déjà été dépassés fin avril (Global Trade Alert 2020). L'introduction de barrières commerciales n'est pas restée sans effet sur le volume des biens échangés au niveau international : par rapport à la période 2000–2009, la croissance a ralenti pour atteindre environ un quart (+95 % contre +23 % ; WTO 2020a) et a donc été pour la première fois depuis longtemps inférieure à l'augmentation du PIB mondial (World Bank 2020a). La phase de ralentissement de la mondialisation (*slowbalisation*) devrait non seulement se poursuivre, mais même s'intensifier en raison de la pandémie. Certains s'attendent même à ce qu'un monde *post-corona* connaisse un découplage des économies, par exemple entre les Etats-Unis et la Chine (Roubini 2020).

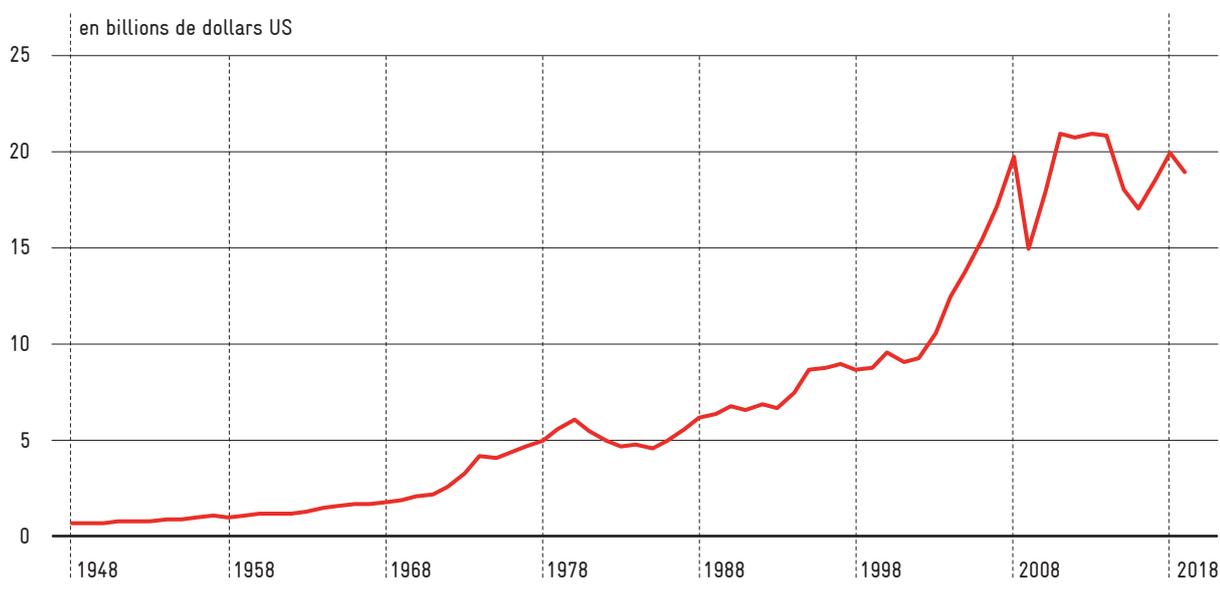
Toutefois, contrairement à ce que souhaiteraient les défenseurs du mouvement altermondialiste, les dépendances internationales mutuelles ont augmenté massivement, surtout au cours des deux dernières décennies, comme le montre l'analyse des flux transfrontaliers de marchandises (voir figure 1). L'une des grandes forces de la mondialisation réside dans la plus grande efficacité obtenue grâce à la division du travail. La spécialisation amène les travailleurs individuels à se concentrer sur les parties du processus de production global dans lesquelles ils sont particulièrement productifs. Sans division du travail, la productivité et donc la prospérité d'un pays ne peuvent être augmentées.

Toutefois, la pandémie de Covid-19 a entraîné un nouveau recul de la politique commerciale convenue au niveau multilatéral, et l'Organisation mondiale du commerce (OMC) est donc soumise à une pression croissante. Les mesures protectionnistes liées à la pandémie de Covid-19 se manifestent avant tout par une intervention politique visant à stopper les exportations. La pandémie entraîne donc également un choc de l'offre – et non une absence de demande. Plus de 50 pays ont introduit des restrictions supplémentaires à l'exportation, dont la plupart sont apparues en mars 2020 (Global Trade Alert 2020). Elles concernent notamment des équipements de protection médicale, des désinfectants et des équipements respiratoires. Ces dernières années, 25 pays ont exporté régulièrement et à grande échelle des équipements respiratoires, tandis que les quelque 170 pays restants en ont importé. Aujourd'hui, plusieurs anciens pays exportateurs ont imposé des interdictions d'exportation, dont les conséquences se font sentir surtout pour les pays dont l'économie était déjà faible avant la crise. D'un point de vue mondial, les restrictions à l'exportation, associées à une demande accrue, entraînent une hausse des prix des (rares) biens qui font encore l'objet d'un commerce international.

Figure 1

### Forte augmentation des exportations mondiales de biens (1948–2019)

La somme totale des exportations de tous les pays a fortement augmenté en valeur réelle depuis 1948 (base dollar 2019). La crise pétrolière, la crise financière et économique et, plus récemment, les différends commerciaux ont entraîné des baisses ponctuelles.



Source : OMC (2020a), The Balance (2020)

Dans le même temps, nombre des pays qui limitent les exportations simplifient les importations. 80 pays ont pris des mesures pour faciliter l'importation de produits médicaux et de médicaments (Baldwin et Everett 2020). Cela implique qu'avant cette simplification des importations, des barrières tarifaires et non tarifaires au commerce existaient. La protection de l'industrie nationale, la perception fiscale de droits de douane ou des motifs de politique étrangère étaient au centre de ces mesures. Aujourd'hui, l'offre de produits de technologie médicale est au cœur des motivations. Par exemple, avant la pandémie, le taux tarifaire de la nation la plus favorisée (NPF) – qui empêche les partenaires commerciaux existants d'être discriminés lorsque des tarifs inférieurs sont accordés à un pays – pour les équipements de protection médicale était de 5,2 % en Suisse, 3,9 % dans l'UE et 2,1 % aux Etats-Unis (sauf pour la Chine) (WTO 2020b).

### 1.2 \_ «La Suisse d'abord»

A l'instar de nombreux autres pays, la Suisse a réagi en supprimant les droits de douane sur les vêtements de protection et en levant le besoin d'une autorisation formelle pour l'importation (EZV 2020a). Mais plutôt que de se contenter d'exception temporaires et sélectives, la Suisse devrait supprimer de manière unilatérale et définitive la totalité des droits de douane. En effet, les produits importés de l'étranger contribuent autant que ceux qui sont fabriqués dans le pays à la sécurité de l'approvisionnement. Des droits d'importation élevés en temps normal peuvent amener à ce que certains bien ne soient importés qu'en petites quantités, ce qui peut entraîner des pénuries dans les périodes de crises. Plus les filières d'approvisionnement sont bien établies, plus elles sont susceptibles de résister à des chocs comme la crise actuelle. La sphère politique suisse discute en ce moment de la suppression des droits de douane sur les produits industriels, dont les retombées économiques seraient de 860 millions de francs (Seco 2018). L'allègement administratif est également im-

portant pour les entreprises. La Suisse a en effet la structure du tarif des douanes la plus complexe du monde, ce qui impactait déjà négativement la compétitivité du pays avant la pandémie (WEF 2019).

En Suisse, la suppression unilatérale des droits de douanes a cependant eu de la peine à se faire une place dans le processus politique. On peut s'attendre à ce que la difficulté s'accroisse encore dans les circonstances actuelles. Certains partis réclament d'ores et déjà une stratégie «La Suisse d'abord» afin de pouvoir «mieux» gérer les crises, actuelle et futures (voir encadré 1).

#### Encadré 1

#### Sélection des demandes de renationalisation par les partis suisses

---

- «Réindustrialisation» de l'économie nationale avec relocalisation des installations de production en Suisse et demande de chaînes de production nationales pour les biens stratégiques» (Parti socialiste Suisse)
  - Introduction d'un taux d'autosuffisance dans le système de soins et pour le personnel de la santé (Parti démocrate-chrétien)
  - Transformation de l'économie de marché libre en un «Green New Deal» national avec un programme complet de rénovation des bâtiments et de financement public pour l'énergie solaire et les start-up «durables» (Les Verts)
  - Pas de réintroduction de la libre circulation des personnes et maintien des contrôles aux frontières (Union démocratique du centre)
- 

Comme d'autres pays, la Suisse n'échappe pas à la tentation de la renationalisation. Par exemple, l'initiative parlementaire Badran (Bundesversammlung 2016), qui réclamait que les infrastructures stratégiques de l'industrie énergétique soient placées sous la Lex Koller, a été couronnée de succès. La fronde contre la mondialisation s'accompagne de nouvelles formes de protectionnisme des investissements. L'initiative Badran a été suivie deux ans après par la motion Rieder, encore à mettre en œuvre et visant à protéger l'économie suisse en contrôlant les investissements (Bundesversammlung 2018a). Un système de contrôle étatique sophistiqué et d'une grande complexité bureaucratique doit décider à l'avenir quels investissements directs étrangers seront autorisés et lesquels ne le seront pas. Au lieu de pouvoir prendre des décisions autonomes et fondées sur le marché, les entreprises devront d'abord attendre les décisions officielles. Cela peut précisément représenter un inconvénient dans les situations de crise : les entreprises ne pourraient plus répondre avec souplesse aux besoins de l'offre et de la demande, par exemple en reprenant des installations de production. Dans le classement de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) sur l'ouverture aux investisseurs étrangers (OECD 2020), la Suisse se situe en dessous de la moyenne. Dans les années à venir, notre pays devra choisir s'il veut adapter ses lois, et donc ses conditions-cadre, aux situations de crise, ou si la législation doit plutôt viser à assurer la prospérité économique dans les circonstances normales.

## 2 \_ Pourquoi la Suisse a beaucoup à perdre d'une renationalisation

### 2.1 \_ L'interdépendance internationale de la Suisse comme fondement de la prospérité

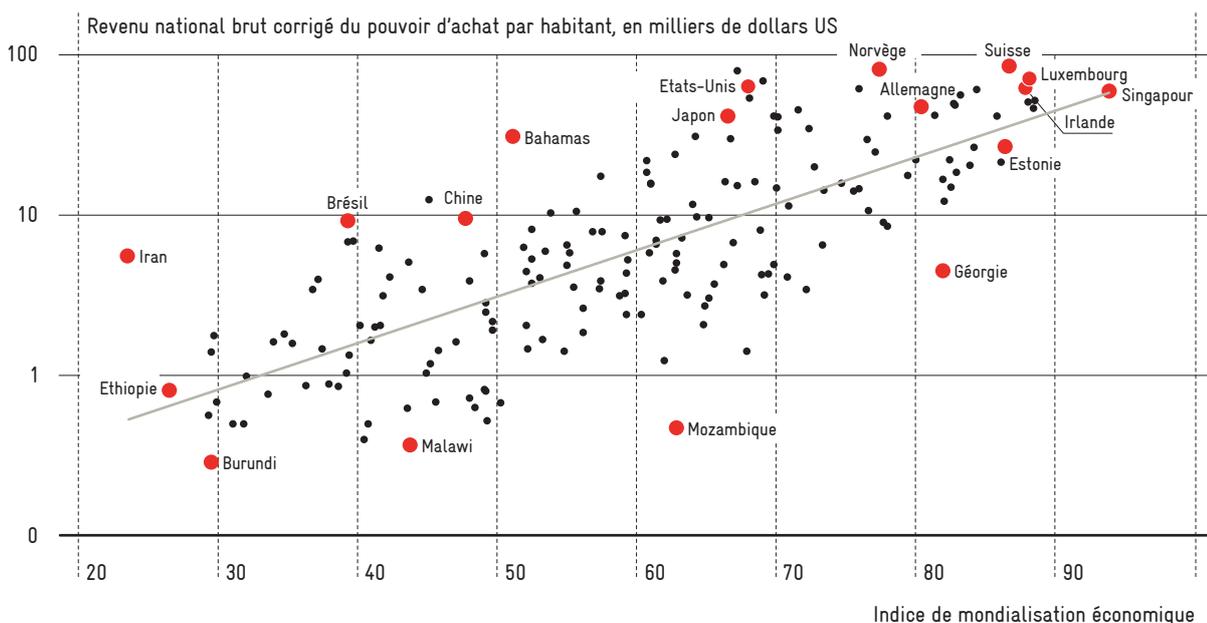
La division internationale du travail est essentielle pour la prospérité suisse. A titre d'illustration, entre 1990 et 2016, la Suisse a été la mieux à même de profiter de son ouverture pour générer des gains annuels supplémentaires de revenu par habitant; elle fait figure de «championne du monde de la mondialisation» (Weiss et al. 2018, KOF 2019). Les autres pays en tête du classement sont Singapour, le Luxembourg et l'Irlande (voir figure 2). Ces pays sont de petite taille, et – pour autant qu'ils soient économiquement ouverts –, génèrent également un revenu par habitant élevé. En effet, en raison de leur marché intérieur limité, ils ne peuvent pas produire ou offrir tous les biens et services requis au niveau national d'une manière économiquement efficace. L'économie suisse se caractérise elle aussi par une spécialisation dans les industries, les biens et les services ou les parties de chaînes de valeur dans lesquelles il est possible d'être concurrentiel au niveau international. Cette division internationale du travail crée de la prospérité; «démanteler» ou renationaliser des chaînes de valeur transnationales mettrait en péril la prospérité déjà acquise, en particulier pour les petits pays comme la Suisse.

Dans le cas de la Suisse, son intégration économique étroite dans le marché intérieur de l'UE est d'une importance cruciale. De toutes les régions d'Europe, Zurich est celle qui bénéficie le plus, sur le plan économique, de l'accès sans entrave au deuxième marché mondial, et six autres régions de Suisse figurent parmi les dix premières du classement (Mion et Ponattu 2019).

Figure 2

#### Une plus grande intégration économique dans l'économie mondiale entraîne une hausse des revenus

Il existe une corrélation positive entre un revenu national brut par habitant plus élevé, ajusté en fonction du pouvoir d'achat (2018; méthode Atlas), et l'ouverture économique – mesurée par le score de l'indice de mondialisation économique par pays.

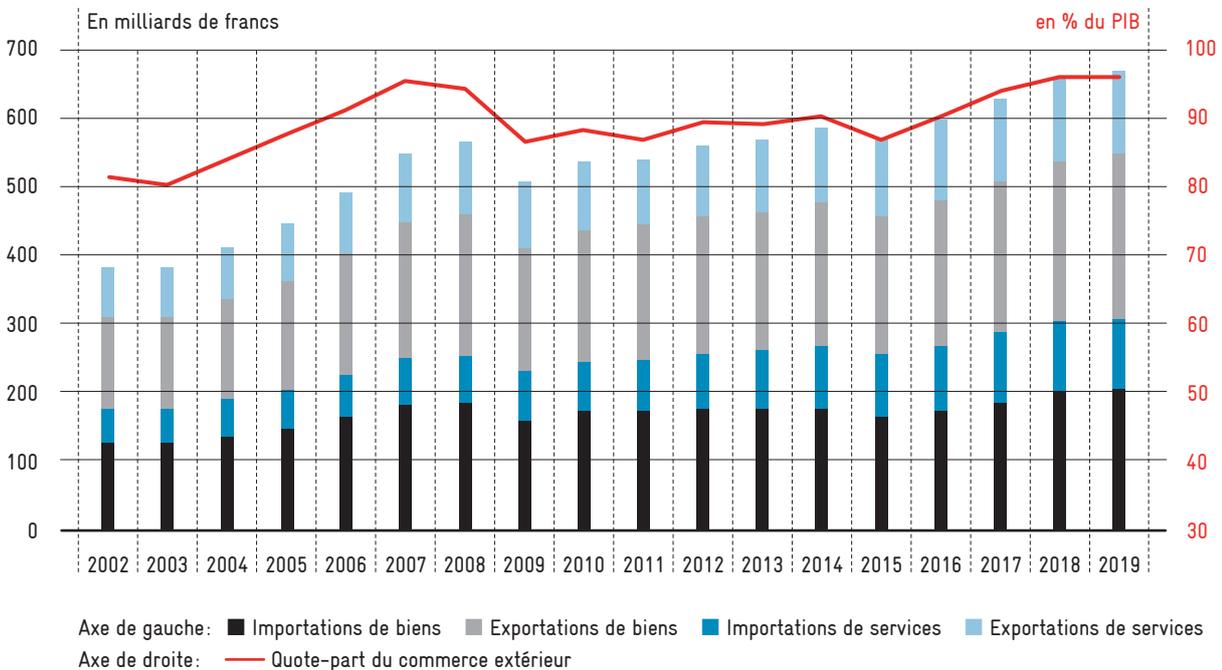


Source: propres calculs basés sur KOF (2019), Banque mondiale (2019)

Figure 3

### Augmentation du volume et de la quote-part du commerce extérieur

En 2019, le volume du commerce extérieur de la Suisse s'élevait à 671 milliards de francs, dont 309 milliards de francs d'importations et 362 milliards de francs d'exportations. Alors que les échanges commerciaux ont augmenté de 75 % entre 2002 et 2019, le produit intérieur brut (PIB) a progressé de 49 % et la quote-part du commerce extérieur est passée de 82 % à 96 % du PIB. Le taux d'exportation est passé de 44 % à 52 %.



Source: propres calculs basés sur AFD (2020b), BNS (2020a), Seco (2020)

### Un commerce extérieur suisse fort

Tout d'abord, l'imbrication de la Suisse dans le commerce extérieur a fortement augmenté. Mesurée par rapport au PIB, la quote-part du commerce extérieur – toutes exportations et importations de biens et services confondus – est de 96 % (2019 ; voir figure 3). Par rapport à 2002, l'intégration économique de la Suisse dans le commerce extérieur a augmenté de plus de quinze points de pourcentage. Outre les échanges de biens, le commerce des services y a particulièrement contribué, avec surtout une forte augmentation des dépenses au cours de la période considérée (+116 % contre +70 % pour les recettes). Le commerce des services inclut également les services personnels transfrontaliers, comme l'installation de machines par des spécialistes.

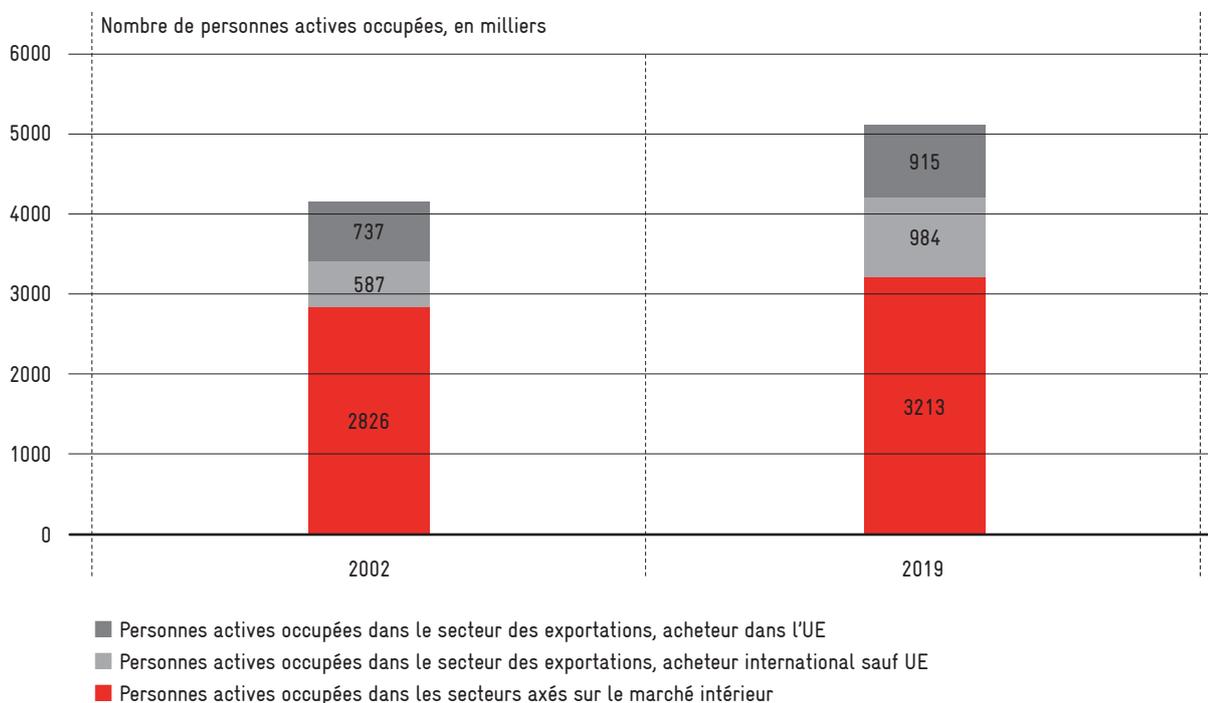
### Le commerce extérieur comme moteur de l'emploi

Environ 915 000 personnes actives occupées (2019) en Suisse bénéficiaient directement de la demande de l'UE, c'est-à-dire qu'elles produisaient des biens ou proposaient des services – par exemple dans le tourisme. En 2019, les emplois d'environ 1,9 million de personnes (soit 37 %) en Suisse étaient directement garantis par les exportations (voir figure 4). Par rapport à 2002, le nombre de personnes actives occupées a augmenté de près de 600 000. Les chiffres donnés ne reflètent que le nombre de salariés bénéficiant directement des exportations. Il est probable qu'il soit en fait beaucoup plus élevé si l'on inclut les bénéficiaires indirects. En effet, les revenus généralement supérieurs à la moyenne générés par les exportations entraînent une hausse des

Figure 4

## Augmentation de l'activité dans les secteurs axés sur le marché intérieur et des exportations depuis 2002

Entre 2002 et 2019, le nombre de personnes actives occupées dans le secteur des exportations est passé d'un peu moins de 32% à plus de 37%, tandis que l'emploi dans les secteurs axés sur le marché intérieur a perdu de son importance relative.



Source : propres calculs basés sur Seco (2020), OFS (2020a), AFD (2020b), OCDE (2018), BNS (2020a)

investissements et une consommation intérieure dont bénéficient également des centaines de milliers d'actifs dans les secteurs axés sur le marché intérieur.

### Doublement du nombre de travailleurs frontaliers par rapport à 2002

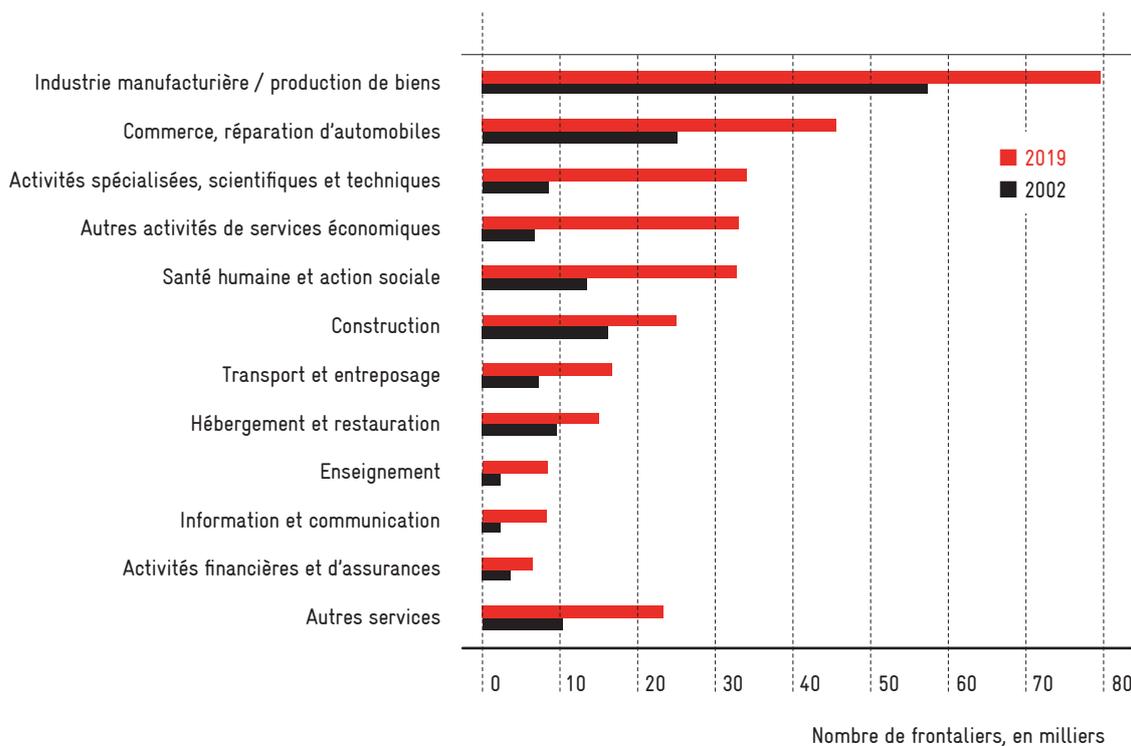
La forte croissance économique de la Suisse depuis 2002 – année de l'entrée en vigueur des accords bilatéraux I et de l'accès au marché unique de l'UE – a entraîné une demande croissante de travailleurs, à laquelle les travailleurs transfrontaliers ont également répondu (voir figure 5). Fin 2002, un peu moins de 165 000 personnes originaires d'autres pays pendulaient vers la Suisse ; fin 2019, ce chiffre avait déjà doublé (BFS 2020b). Dans la crise actuelle, ce sont les personnes travaillant dans le secteur de la santé et de l'action sociale qui font le plus parler d'elles : 10 % de tous les travailleurs frontaliers travaillaient dans ce secteur en 2019, soit environ 2,4 fois plus qu'en 2002 en termes absolus.

Une politique de renationalisation ou d'«autosuffisance» maximale du capital humain (par exemple pour le personnel soignant, les médecins et autres professionnels) est donc très discutable. Il y a en effet déjà une pénurie de travailleurs qualifiés en temps normal, lorsque la libre circulation des personnes avec l'UE est en vigueur. Selon une enquête, les travailleurs de l'UE sont très importants pour environ 70 % des entreprises suisses (KOF 2015, Sturm 2019).

Figure 5

**Forte augmentation des pendulaires transfrontaliers dans tous les secteurs depuis 2002**

La catégorie des «autres services économiques», où le nombre de travailleurs transfrontaliers a presque quintuplé, présente l'augmentation la plus forte, suivie par celle des activités spécialisées, scientifiques et techniques (facteur 4) et de l'éducation (facteur 3,6). Avec une part de 24%, les frontaliers travaillent surtout dans l'industrie manufacturière et la production de biens.

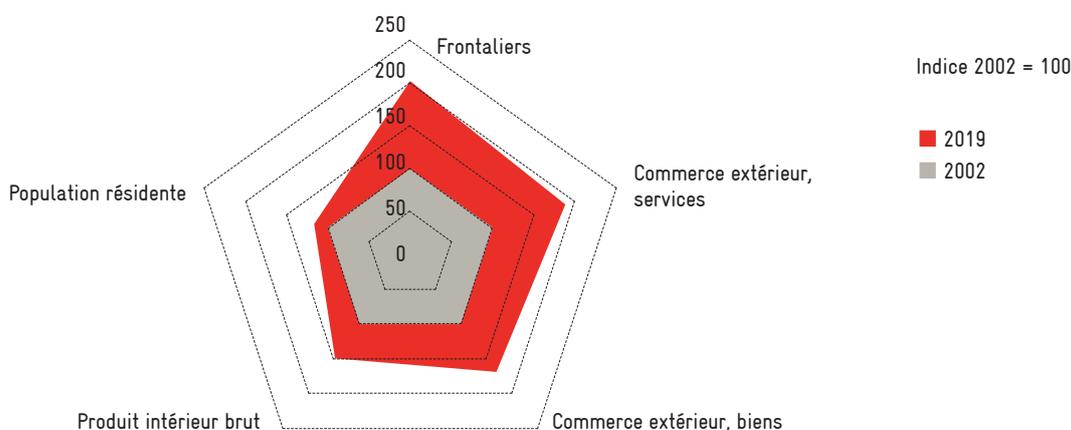


Source: OFS (2020b)

Figure 6

**Intensification de l'intégration extérieure et croissance économique en hausse en Suisse (indexée sur 2002 = 100)**

Parmi les chiffres utilisés pour mesurer l'intégration internationale, le commerce extérieur des services et des biens (total des importations et des exportations dans chaque cas) est celui qui a connu la plus forte croissance, de même que le nombre de travailleurs frontaliers. Le produit intérieur brut (PIB) a augmenté plus fortement que la population résidente au cours de la période 2002–2019.



Source: propres calculs basés sur AFD (2020b), BNS (2020a), Seco (2020), OFS (2020b), OFS (2020c)

## Augmentation de l'intégration internationale suisse et du PIB

L'ouverture est donc l'élément central de la réussite économique de la Suisse. Depuis 2002, le produit intérieur brut nominal a augmenté de 49 %, alors que la population résidente n'a augmenté que de 17 %. Dans le même temps, de nombreux chiffres clés de l'intégration internationale ont cru de manière exponentielle (voir figure 6). On peut donc en conclure que c'est l'intensification de l'intégration de la Suisse dans les chaînes de valeur internationales qui a apporté une contribution substantielle à la croissance du PIB. L'augmentation a été supérieure à la croissance de la population résidente, ce qui s'est traduit par une augmentation constante du revenu moyen.

## 2.2 – La renationalisation de l'économie suisse mène à une impasse

Pour la Suisse, il n'y a pas de conflit d'objectifs entre le libre-échange des biens et des services et la disponibilité de ces mêmes biens. La Suisse est fortement intégrée dans les chaînes de valeur internationales et peut obtenir des avantages comparatifs en matière de coûts qui conduisent à une croissance des revenus. Et c'est précisément pour ces raisons-là qu'une stratégie de renationalisation serait peu opportune pour notre pays. L'augmentation de la prospérité économique a généré des recettes fiscales supplémentaires depuis 2002. Par exemple, les impôts fédéraux directs sur les personnes morales ont augmenté de 6,3 milliards de francs (+147 %), ce qui a permis d'augmenter les dépenses en matière d'éducation et de recherche – notamment dans le domaine de la santé – au cours des dernières années. Au niveau cantonal, les recettes fiscales ont contribué à financer un système de santé bien équipé en comparaison internationale et accessible à tous.

Les pays les plus mondialisés (KOF 2019) sont en même temps ceux qui, corrigés du pouvoir d'achat, dépensent le plus par habitant pour la santé (World Bank 2020b). C'est également le groupe de pays qui, en termes absolus, a enregistré les plus fortes augmentations des dépenses de santé entre 2002 et 2017. La prospérité renforce la résilience et permet de surmonter plus facilement les crises. Les partisans de la renationalisation, en revanche, supposent implicitement que plus de démondialisation permettrait de meilleures prestations dans le domaine de la santé.

Faire machine arrière entraînerait un recul massif de la prospérité. Le marché intérieur suisse est trop petit pour les processus de fabrication de nombreux produits, les économies d'échelle ne pourraient pas être suffisamment exploitées ; la compétitivité des entreprises en souffrirait. Cela donnerait vite lieu à des appels au protectionnisme pour protéger la production nationale de la concurrence étrangère. La politique agricole suisse suit cette fausse piste depuis des décennies (Dümmler et Roten 2018).

Une stratégie de découplage des chaînes de valeur internationales est également irréaliste en ce qui concerne la sauvegarde des emplois suisses et risque de mener à une impasse économique. L'espoir qu'une renationalisation dans le contexte de la crise économique imminente compenserait – au moins en partie – les pertes d'emplois risque d'être déçu. D'une part, il serait à craindre que les entreprises suisses délocalisent de plus en plus leurs activités à l'étranger en raison de la baisse d'attractivité de la Suisse. D'autre part, les entreprises qui seraient obligées de relocaliser la production de régions moins chères vers notre pays ne pourraient guère embaucher un grand nombre d'employés en raison des coûts élevés en Suisse. Elles tenteraient plutôt d'accélérer le rythme de l'automatisation.

## 3 \_ Principe de la sécurité de l'approvisionnement plutôt que de l'autosuffisance

### 3.1 \_ Pas de pénurie de biens de consommation courante

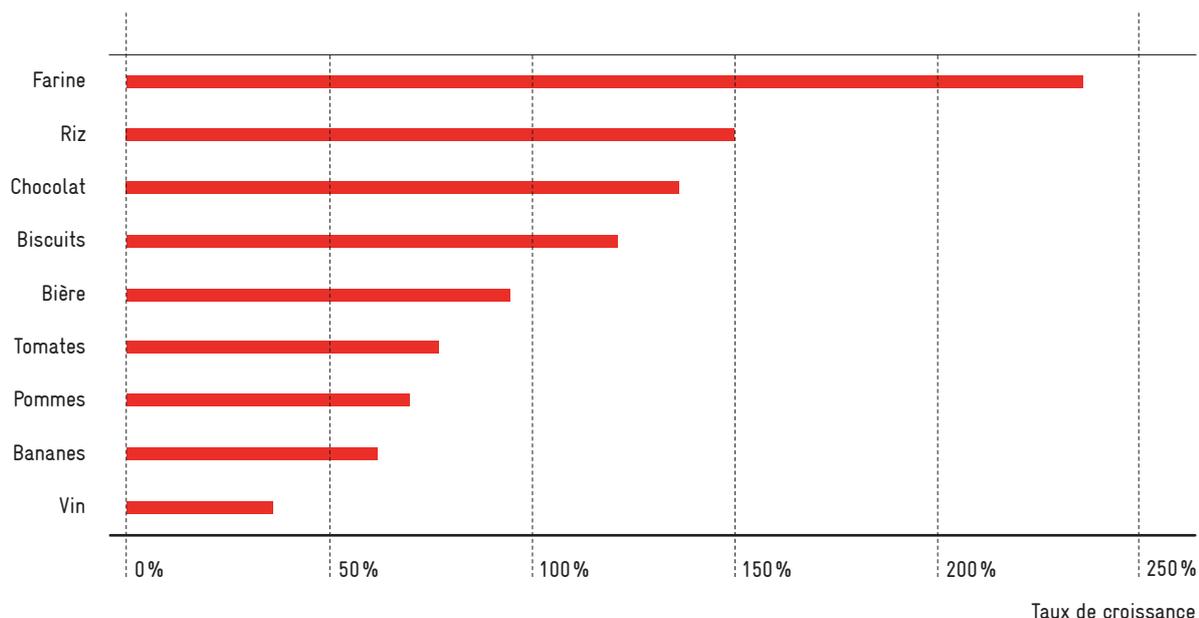
Les demandes de renationalisation des chaînes de production sont généralement fondées sur la crainte que les biens particulièrement essentiels de consommation courantes ne soient pas disponibles en quantité suffisante dans les situations d'urgence. Dans les premières semaines de la pandémie de coronavirus, par exemple, la population suisse craignait une pénurie de produits alimentaires et d'articles ménagers, ce qui a entraîné des achats de masse et des rayons vides chez les détaillants (voir figure 7). Toutefois, cette situation n'était pas l'expression d'une pénurie générale, mais était principalement dû à un déplacement de la demande de la restauration et de l'hôtellerie vers le commerce de détail. L'adaptation des tailles des lots, de l'étiquetage et de la qualité a pris du temps, mais prouve la flexibilité des structures de production et de distribution. Le personnel des détaillants a également eu du mal à suivre le réapprovisionnement des rayons. Dans des cas similaires à l'avenir, un droit du travail plus souple pourrait temporairement contribuer à garantir que les rayons du commerce de détail puissent également être remplis la nuit. Cela aurait non seulement l'avantage de minimiser les contacts entre les clients et les employés, mais pourrait également contribuer à freiner le comportement excessif des consommateurs face aux rayons vides et à moitié vides (Grünenfelder et al. 2020).

Le défi de l'approvisionnement alimentaire en Suisse se situe principalement dans le domaine de la logistique. Des difficultés à court terme pour certaines marchandises ont été observées dans les régions où, par exemple, trop peu de travailleurs étaient disponibles pendant la saison des récoltes. Cela est dû aux res-

Figure 7

#### Groupes d'aliments les plus demandés lors de la crise du coronavirus en Suisse au printemps 2020

Parmi les denrées alimentaires, la demande de farine a le plus fortement augmenté, suivie par le riz, un autre aliment de base.



Source: Statista (2020)

trictions d'entrée des travailleurs étrangers imposées par le Conseil fédéral (Bundesrat 2020). Néanmoins, l'approvisionnement de base de la Suisse en denrées alimentaires a été assuré à tout moment, même dans la situation actuelle de pandémie.

Comme la circulation des marchandises à destination et en provenance de la Suisse prenait plus de temps mais restait ouverte, il était possible d'assurer non seulement l'approvisionnement en denrées alimentaires mais aussi en papier toilette (voir encadré 2). Ce résultat a été obtenu malgré une demande croissante dans le circuit de la vente au détail en raison d'un grand nombre de personnes télétravaillant depuis chez eux et des achats en masse de certains consommateurs anxieux.

#### Encadré 2

#### L'intégration européenne de la Suisse illustrée par l'exemple du papier toilette

---

*Une véritable «fièvre acheteuse» de papier toilette s'est répandue ces dernières semaines. Même les ménages d'une seule personne ont satisfait leur demande avec des paquets géants contenant 30 rouleaux de papier toilette. Ce dernier illustre symboliquement l'intégration internationale de la Suisse. Un composant essentiel de la production est la cellulose, qui provient principalement de l'étranger. La Suisse ne serait donc pas en mesure de produire de manière autonome. Le centre européen de production de papier toilette est situé en Toscane. Comme les emballages volumineux rendent le transport de papier toilette sur de longues distances peu rentable, la Suisse importe les marchandises principalement des pays voisins, à savoir l'Italie et l'Allemagne. En tant que site de production, la Suisse est trop petite pour répondre à la demande intérieure. Migros, par exemple, ne se procure qu'un tiers de ses stocks auprès de la production suisse. Le plus grand producteur national est l'usine Kimberly-Clark de Niederbipp, à Berne, qui appartient à un groupe industriel américain. Environ 300 employés produisent 1,3 million de rouleaux par jour. En mars, le double de la quantité habituelle a été livrée aux commerces de détail. Cependant, cela n'a pas suffi pour résister à la ruée vers le papier toilette; il en aurait fallu cinq ou six fois plus (NZZ 2020a). L'approvisionnement de papier toilette étant garanti sans problème même pendant la crise pandémique, il serait donc tout sauf opportun de renationaliser sa production.*

---

Si les chaînes logistiques de l'approvisionnement alimentaire avaient été durablement perturbées, la Suisse aurait pu recourir au système de réserves obligatoire. En règle générale, les réserves couvrent la demande pendant trois à quatre mois. Conformément aux spécifications de l'Office fédéral pour l'approvisionnement économique du pays (Ofae), environ 300 entreprises privées gèrent des entrepôts contenant des produits alimentaires (par exemple, du sucre, du riz ou des huiles alimentaires), de l'énergie et des médicaments – y compris des respirateurs et des vaccins – ainsi que des biens industriels. Les coûts d'entreposage sont répercutés par les entreprises sur les prix de vente, de sorte que chaque consommateur contribue à hauteur d'environ douze francs par an au système (BWL 2020). Il n'y a pas d'entrepôts centralisés; les réserves sont plutôt réparties dans toute la Suisse (Kamasa et Watanabe 2019; Financial Times 2020). Contrairement à une réserve centralisée gérée par l'Etat, ce système permet de maintenir les coûts à un niveau relativement bas et de pouvoir libérer les réserves alimentaires plus rapidement en cas de besoin.

### 3.2 \_ Taux d'autosuffisance trompeur

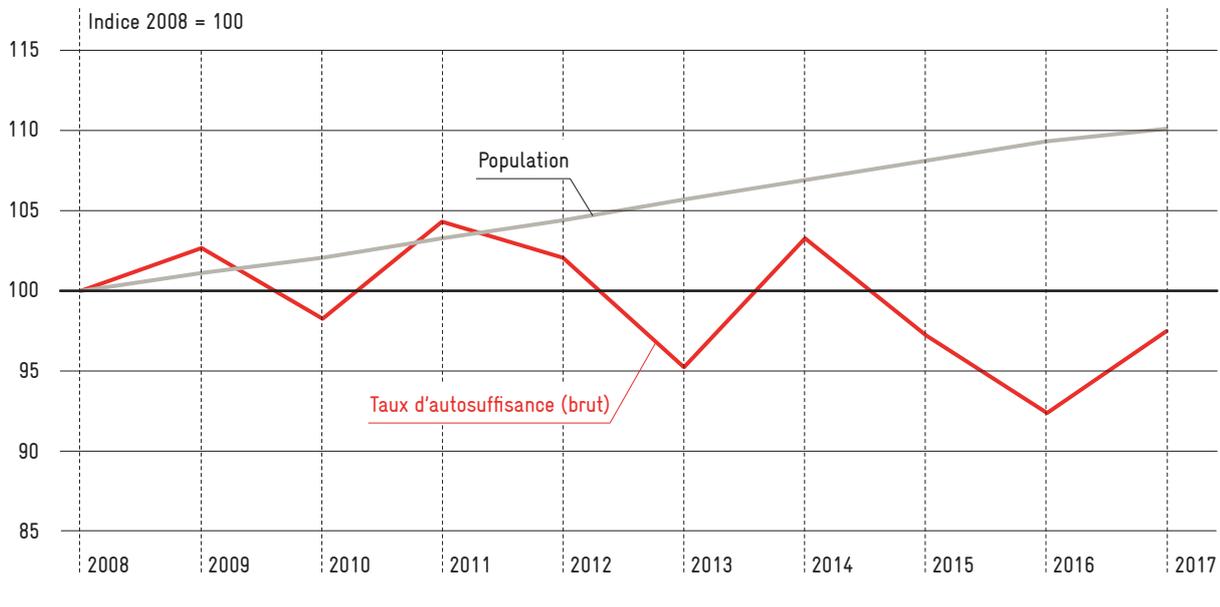
Au début de la pandémie, les représentants politiques du complexe agricole ont vu une chance à saisir dans les étals partiellement vides du commerce de détail (voir chapitre 3.1) et ont attaqué la politique agricole prévue pour 2022+ (NZZ 2020b). Leur critique était la suivante: les réformes réduiraient trop le taux d'autosuffisance (rapport entre la production intérieure et la consommation intérieure totale, mesurée en calories) (AZ 2020). En réalité, malgré une augmentation de 12% de la population en Suisse (soit 890 000 personnes, 2008–2017; BFS 2020c) et une diminution des surfaces agricoles d'environ 25 000 hectares (BFS 2020d), le degré d'autosuffisance n'a que légèrement diminué, passant de 61% à 59% (voir figure 8; Agristat 2019).

Seule une intensification de la production a permis de stabiliser le taux d'autosuffisance malgré la croissance de la population. Au niveau mondial, environ 80% de la population dépend des importations de

Figure 8

### Evolution de la population et du taux d'autosuffisance en calories

Malgré une population qui a fortement augmenté au cours des dix dernières années, le taux d'autosuffisance – hormis les fluctuations annuelles (influence de la météo) – n'a que légèrement évolué négativement. Cela suggère que l'agriculture suisse est de plus en plus exigeante en ressources.



Source : Agristat (2019), OFS (2020)

denrées alimentaires (Economist 2020). La Suisse a donc une production indigène relativement importante en comparaison internationale. Cette intensification de l'agriculture (Dümmler et Roten 2018) a des impacts négatifs sur les sols, les écosystèmes et la biodiversité. Or, l'autosuffisance exige de préserver ces ressources qui constituent la base de la production. Vision Agriculture (Vision Landwirtschaft 2020) estime que cet objectif ne peut être atteint qu'en réduisant les rendements de 10 à 15 %. La baisse des rendements pourrait être compensée non seulement par une réduction du gaspillage alimentaire, mais aussi par un changement de la structure de production.

#### Ne pas se laisser abuser par le taux élevé d'autosuffisance

Mais le taux d'autosuffisance statistique de la Suisse peut induire en erreur. Par exemple, l'industrie laitière suisse produit des excédents depuis des années, et le degré d'autosuffisance se situe entre 110 et 120 % (Agristat 2019). L'autosuffisance en viande de veau et de porc est également très élevée (plus de 95 %). Mais la production de lait et de viande nécessite de grandes quantités de fourrage importés. Les chaînes de valeur mondiales ont donc depuis longtemps un impact sur l'agriculture suisse. Les agriculteurs suisses dépendent d'intrants étrangers tels que les engrais, le fourrage, les pesticides, les médicaments vétérinaires et les jeunes animaux, par exemple les poussins d'engraissement qui sont presque entièrement importés de l'étranger. La plupart des intrants de production, tels que les tracteurs et le carburant, proviennent également de l'étranger. Il faut donc distinguer l'autosuffisance brute (les 59 % mentionnés ci-dessus) et nette (52 %, Agristat 2019). De toute la liste des importations mentionnées ci-dessus, seul le fourrage est déduit pour le calcul de l'autosuffisance nette, tout le reste est ignoré. Si le taux d'autosuffisance doit augmenter ou rester stable avec une population croissante – comme certains représentants politiques du secteur agricole le demandent aujourd'hui –, cela nécessite l'importation forcée de matières auxiliaires étrangères. Cela augmenterait la

dépendance vis-à-vis de l'étranger, bien que la mesure statistique du taux d'autosuffisance puisse faire imaginer une réduction.

### **Importations de denrées alimentaires, même pendant la Seconde Guerre mondiale**

L'accent mis sur le taux d'autosuffisance pour améliorer la sécurité alimentaire intérieure est donc trompeur et repose sur l'idéal d'une politique agricole indépendante des pays étrangers. Une comparaison avec les chiffres historiques est révélatrice (Dümmeler 2017). Bien entendu, il y a des réserves concernant la comparabilité avec les méthodes d'enquête actuelles. Cependant, les données montrent que la Suisse n'a jamais été en mesure de se nourrir elle-même au cours des cent dernières années – et n'a jamais eu à le faire (Agristat 2019). Même pas pendant les deux guerres mondiales. Entre 1939 et 1945, le Plan Wahlen a fait passer la part de la consommation intérieure totale de 79 % à 81 % – avec un pic de 86 % en 1944. Même dans le cas des céréales panifiables, la part suisse n'a été que de 78 % pendant la dernière année complète de guerre en 1944. Cela signifie que 22 % des céréales ont pu être importées malgré la guerre. L'importation de sucre, qui représentait 70 % de la consommation, était encore plus importante. Par rapport à l'économie de guerre en 1944, le taux d'autosuffisance en sucre, lait et viande a nettement augmenté et atteint aujourd'hui des niveaux supérieurs à 100 % de la consommation dans certains cas. La part de la production propre des autres denrées alimentaires a en revanche légèrement diminué, en partie aussi en raison de l'évolution des habitudes de consommation. Par exemple, le taux d'autosuffisance en poissons a nettement diminué, car de plus en plus de poissons et de crustacés d'eau salée (importés) sont consommés, tandis que la part relative des perches et des variétés indigènes diminue.

### **L'autosuffisance déjà soutenue avec plus d'un milliard de francs**

Dans l'agriculture – l'un des secteurs clés en situation de crise –, la culture ou la production de denrées alimentaires est déjà généreusement subventionnée. Les contributions dites de sécurité de l'approvisionnement visant à maintenir la capacité de production (1,1 milliard de francs en 2018 ; BLW 2019) et les contributions individuelles pour les cultures arables (60 millions de francs en 2018 ; BLW 2019) ont pour but explicite de soutenir financièrement la production nationale. En outre, la protection tarifaire à la frontière – la Suisse est l'un des pays qui offre le plus haut niveau de protection à la frontière pour les produits agricoles au niveau international – doit garantir que la production nationale n'est pas supplantée par les importations. Les coûts économiques de la protection aux frontières s'élèvent à environ 3,1 milliards de francs par an (Dümmeler et Anthamatten 2020).

Une évaluation de l'Agroscope (2018) – hors coûts de la protection aux frontières – a montré que les subventions fédérales susmentionnées augmentent la production intérieure de 22 % en termes de calories, ce qui porte le degré d'autosuffisance à 59 %. Il convient de mentionner que la moitié des calories supplémentaires est produite grâce à un apport d'environ 170 millions de francs par an seulement. L'autre moitié de la production nécessite donc presque un milliard de francs de transferts supplémentaires. Dans l'évaluation, il a en outre été calculé qu'environ 700 millions de francs de subventions pourraient être économisés chaque année sans faire diminuer spectaculairement le volume de production.

Le meilleur moyen d'assurer efficacement l'approvisionnement n'est pas le maintien du niveau actuel de l'autosuffisance – soutenu par l'argent des contribuables à hauteur de plus d'un milliard de francs par an. Il serait préférable de se concentrer sur la préservation des facteurs de production, par exemple par le maintien d'un paysage cultivé ouvert (mesures contre le reboisement).

### 3.3 – La sécurité de l’approvisionnement grâce à la diversification

Les données historiques permettent notamment de conclure que la Suisse ne devrait pas viser le plus haut taux possible d’autosuffisance alimentaire, mais plutôt un niveau élevé de sécurité de l’approvisionnement. Contrairement à l’autosuffisance, la sécurité de l’approvisionnement n’implique pas que la plus grande quantité possible de denrées alimentaires doive être produite en tout temps au niveau national.

Les objectifs sont, en premier lieu, de diversifier les sources d’approvisionnement en denrées alimentaires afin de pouvoir compenser rapidement le risque de défaillance d’un fournisseur. Outre la production intérieure, cela comprend surtout le libre-échange des produits agricoles avec le plus grand nombre de pays possible. Jusqu’à présent, la Suisse n’a fait de concessions dans le secteur agricole que pour les produits qui ne peuvent être cultivés en Suisse, comme les fruits tropicaux. La prochaine étape devrait donc consister à convenir d’un libre-échange agricole avec des pays tels que les Etats-Unis, les Etats du Mercosur ou l’UE qui produisent des produits similaires à ceux de la Suisse (voir également les commentaires sur la réduction tarifaire unilatérale au chapitre 1.2). Des chaînes d’approvisionnement diversifiées et bien établies constituent une meilleure protection contre les pénuries que l’isolement et la protection de son propre secteur agricole. Même le Conseil fédéral souligne – sur la base de la situation actuelle – qu’il est «nécessaire de garantir le commerce international des denrées alimentaires et des intrants agricoles essentiels» (Bundesrat 2020b).

Le libre-échange soutiendrait également les efforts des entreprises qui ne veulent plus dépendre d’un seul fabricant pour l’approvisionnement en produits (semi-finis) importants – la crise actuelle a fait beaucoup pour sensibiliser à ce problème. La simplification des importations – notamment par la reconnaissance mutuelle des normes et des certificats – faciliterait le développement des stratégies de «double source d’approvisionnement (*double sourcing*)». Il en va de même pour la vente de biens hautement spécialisés comme ceux proposés par de nombreuses entreprises suisses. La diversification des achats et des ventes renforce la résistance d’une entreprise individuelle et de l’économie dans son ensemble.

Ensuite, les ressources naturelles et la biodiversité pour l’industrie alimentaire doivent être préservées afin de ne pas nuire à la productivité future. En Suisse, il faut notamment inverser la tendance à l’intensification de l’agriculture, par exemple en renonçant à l’exploitation de certaines surfaces agricoles, tout en les maintenant dans un état tel qu’elles puissent être utilisées rapidement en cas de besoin. En bref, l’objectif est d’accroître la résilience du système agricole et alimentaire suisse. Cela comprend également – pour s’adapter au changement climatique – la culture de variétés pouvant survivre à de plus longues périodes de sécheresse, ou encore l’amélioration de la coopération internationale dans le domaine des épizooties.

### 3.4 – Sécurité de l’approvisionnement en autres biens essentiels

Avant même la pandémie actuelle, la Suisse discutait déjà des moyens d’accroître la sécurité de l’approvisionnement en électricité, en certains produits pharmaceutiques et en denrées alimentaires. Il faut s’attendre à ce qu’au niveau politique, un nombre croissant d’initiatives demandent des solutions nationales pour la Suisse.

#### L’électricité suisse – en réseau avec l’Europe

Ces dernières années, l’alimentation de la Suisse en électricité pendant les mois d’hiver a de plus en plus été assurée par les importations. Différents acteurs mettent donc en garde contre des pénuries d’électricité récurrentes en Suisse. Dans les diagrammes nationaux des risques (BABS 2015), une pénurie d’électricité est même supposée être légèrement plus probable qu’une pandémie, et en termes de dommages monétisés, plus grave. Une nouvelle édition du rapport sur les risques du gouvernement fédéral montrera si c’est toujours le cas, compte tenu de l’expérience actuelle. L’introduction d’un marché de capacités pour faire face

à la pénurie d'électricité et l'extension de la coopération avec l'UE, notamment dans le domaine de la cybersécurité afin de mieux protéger les infrastructures critiques, pourraient réduire certains risques.

Dans le même temps, la Suisse est de plus en plus reléguée à un statut d'observateur non impliqué sur un marché de l'électricité de l'UE de plus en plus intégré. Cela a des conséquences importantes pour notre pays. Par exemple, le gestionnaire du réseau national Swissgrid répète depuis des années que les efforts nécessaires pour assurer la stabilité du réseau deviennent toujours plus importants. En effet, la Suisse est laissée de côté lorsqu'il s'agit d'accords internes importants de l'UE et de la modélisation des réseaux. L'accord sur l'électricité, largement discuté mais pas encore signé – puisqu'il dépend de la conclusion de l'accord institutionnel – permettrait de résoudre certains des problèmes mentionnés.

#### **Production mondialisée de produits pharmaceutiques et de technologies médicales**

La production de produits pharmaceutiques est fortement mondialisée, de nombreuses entreprises pharmaceutiques étant impliquées dans des chaînes de fabrication et d'approvisionnement complexes qui s'étendent souvent sur plusieurs pays. De cette manière, les avantages comparatifs des différents sites peuvent être utilisés efficacement pour développer de nouveaux médicaments et les fabriquer par étape. Souvent, les différentes étapes de la production nécessitent des investissements élevés qui ne seraient pas rentables sans les exportations. Le commerce international des produits pharmaceutiques est une condition préalable essentielle pour garantir que la population locale ait accès aux dernières options de traitement à un coût raisonnable.

Selon une analyse des flux commerciaux mondiaux réalisée par l'Université de Saint-Gall, il existe plusieurs sources internationales d'approvisionnement en matériel de protection médicale. La production mondiale est concentrée dans une seule région pour trois types de vêtements de protection seulement, et leur part du marché total des vêtements de protection ne représente que 3,5 % (Evenett 2020). La crainte généralisée d'être complètement dépendant de pays comme la Chine ou l'Inde pour les consommables médicaux doit donc être relativisée sur la base des données disponibles. Inversement, il n'y a guère d'arguments de politique industrielle en faveur d'une renationalisation générale des chaînes d'approvisionnement.

## 4 \_ Surmonter la pandémie grâce à la coopération transnationale et non au repli national

### 4.1 \_ Approches internationales contre les pandémies

Les pandémies sont des phénomènes mondiaux, c'est pourquoi il convient également d'adopter des approches internationales pour y faire face. Pour cela, l'échange d'informations à large échelle est indispensable, avec un partage de connaissances épidémiologiques et médicales pour combattre ou guérir le Covid-19 entre les pays. La coopération est coordonnée par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) (très critiquée) et suit le Règlement sanitaire international (RSI). Le plan de lutte contre la pandémie de la Suisse (BAG 2018a) s'appuie également sur les lignes directrices de l'OMS, ce qui devrait garantir la compatibilité avec les plans d'autres pays. La Suisse entretient des relations étroites avec les autorités étrangères, notamment dans le but d'échanger des informations dans le domaine de l'approbation des médicaments, de la surveillance du marché et dans le cadre de l'élaboration de nouvelles directives réglementaires dans le domaine des produits thérapeutiques (BAG 2018a).

#### Le rôle des organisations internationales

Fin avril, l'Organisation mondiale de la santé a lancé un appel en faveur de mesures accessibles à tous contre la pandémie. Avec d'autres pays européens, la Suisse participe à cette riposte mondiale au nouveau coronavirus. Dans ce cadre, 7,5 milliards d'euros doivent être collectés dans les prochaines semaines pour financer les instruments de diagnostic et le développement, la production et la distribution de médicaments et de vaccins contre le Covid-19 (Uvek 2020). Au total, la Suisse soutient ainsi les appels internationaux dans le cadre de la lutte contre le Covid-19 et ses conséquences avec une somme d'environ 400 millions de francs. La moitié de cette somme sera versée au Comité international de la Croix-Rouge (CICR) sous forme de prêt sans intérêt à des fins humanitaires. 25 millions de francs suisses ont été alloués au fonds fiduciaire d'assistance et de riposte aux catastrophes (fonds ARC) du Fonds monétaire international (FMI). Jusqu'à présent, 18 millions de francs ont été alloués à l'OMS et à l'alliance pour les vaccins Gavi pour accélérer la recherche de médicaments. Dans les prochaines semaines, le Conseil fédéral décidera de moyens supplémentaires (Uvek 2020).

#### Soutien aux pays économiquement faibles

Les pays à faible et moyen revenu sont particulièrement touchés par les conséquences économiques et sociales de la pandémie. A cette fin, la Suisse soutient le Groupe Banque mondiale, la plus grande institution de financement et de transfert de connaissances dans les pays en développement (EDA 2020), au sein du Conseil des Administrateurs et en tant que contributrice du Fonds de développement. Le Groupe Banque mondiale a réservé jusqu'à 160 milliards de dollars pour les quinze prochains mois au profit des pays à faible et moyen revenu. Un premier paquet d'aide d'urgence de quatorze milliards de dollars est actuellement mis en œuvre. Cet argent destiné aux pays économiquement plus faibles vise à prévenir les épidémies récurrentes du virus dues à des systèmes de santé surchargés, à renforcer les hôpitaux et à désamorcer les crises économiques et les tensions sociales.

### 4.2 \_ Approches européennes contre les pandémies

Outre la coopération multilatérale, la coopération avec les autorités européennes est particulièrement importante pour la Suisse. Notre pays a obtenu un accès temporaire aux ressources de l'UE pour lutter contre les maladies infectieuses (Tagesanzeiger 2020). La Suisse participe aux réunions informelles de coordination de l'UE sur la santé, la politique intérieure et la politique agricole. En outre, la Suisse a accès à toutes les in-

formations du Système d'alerte précoce et de réponses (EWRS) du Centre européen de prévention et de contrôle des maladies (ECDC) et du Comité de sécurité sanitaire, qui coordonne les mesures nationales de lutte contre le coronavirus.

La Suisse fait partie de cette coopération transnationale pendant la pandémie de coronavirus. Ainsi, il existe une plateforme d'information commune pour le rapatriement des citoyens suisses et européens, et 700 citoyens suisses bloqués ont bénéficié de vols spéciaux organisés par d'autres Etats européens (Tagesanzeiger 2020). La Suisse a également été aidée par le poids politique de l'UE, qui est intervenue en Inde pour transporter des touristes suisses bloqués dans les aéroports internationaux.

#### **Coordination paneuropéenne pour l'acquisition de matériel médical**

Actuellement, l'UE coordonne au travers de divers appels d'offres *ad hoc* l'acquisition des équipements médicaux pour ses pays membres (Europäische Kommission 2020), tels que les masques de protection ou les respirateurs. La Commission européenne joue un rôle de coordination dans la mise en œuvre des procédures de marchés publics conjoints; les acheteurs des biens sont les Etats membres de l'UE. La participation de la Suisse est encore incertaine. En tout état de cause, elle pourra passer une commande *via* un pays tiers tel que le Liechtenstein, membre de l'EEE/AeE (Tagesanzeiger 2020). Les futurs appels d'offres pour les médicaments nécessaires à la respiration artificielle et, à long terme, l'appel d'offres pour la fourniture d'un éventuel vaccin ainsi que le développement et la production de substances actives sont des éléments importants pour la Suisse.

#### **Un accord sanitaire avec l'UE comme base pour le contrôle futur de la pandémie ?**

Lors de la pandémie de coronavirus, l'UE n'a pas fait dépendre la coordination de la crise de la signature d'un accord par la Suisse. La coopération est en effet clairement dans l'intérêt mutuel des deux parties. Cette approche pragmatique doit également être maintenue en temps normal, afin que des mesures de coordination soient en place avant que la prochaine crise ne frappe l'Europe. La coopération transnationale au sein de l'Europe doit également être développée afin de diversifier les sources d'approvisionnement en biens sanitaires essentiels. Ainsi, sur la base des succès actuels, l'acquisition de produits medtech pourrait être coordonnée en Europe à long terme (Europäische Kommission 2020). En outre, les Etats membres de l'UE veulent élaborer cette année une nouvelle stratégie pharmaceutique pour améliorer la sécurité de l'approvisionnement. Si, au lendemain de la pandémie de coronavirus, l'UE venait à adopter une approche coordonnée pour la production européenne de médicaments, de vaccins, de produits de technologie médicale et de substances actives essentiels, la Suisse devrait jouer un rôle actif dans ce domaine. Après tout, du point de vue de la prévention des crises, faire cavalier seul n'a guère de sens. Une coopération plus étendue avec les Etats membres de l'UE sur les questions sanitaires pourrait, d'une part, accroître la résilience de la Suisse et, d'autre part, augmenter le «pouvoir de négociation» de notre pays en cas de formation d'un bloc géopolitique encore plus fort.

Un accord sanitaire entre l'UE et la Suisse donnerait à la Confédération un accès permanent aux ressources de l'UE pour lutter contre les maladies infectieuses, en particulier dans le cadre du mécanisme de l'UE mis en place en 2013 pour se préparer et gérer les menaces transfrontalières graves pour la santé. Depuis le printemps 2018, un projet de texte pour un accord sur la santé est disponible, largement révisé. La Suisse a souligné auprès de l'UE que, du point de vue suisse, l'accord sanitaire n'est pas un accord d'accès au marché mais un accord de coopération. Cependant, depuis la relance des négociations sur l'accord sanitaire, l'UE a régulièrement lié la conclusion d'un tel accord à celle d'un accord-cadre institutionnel (Bundesversammlung 2018b). Afin de lutter contre une future situation de pandémie, un accord sanitaire avec l'UE s'avérerait avantageux pour la Suisse.

## 5 \_ Leçons pour la prochaine crise

Pour la Suisse, une stratégie de renationalisation des chaînes de production n'est pas appropriée pour lutter avec succès contre les pandémies, actuelle et futures, ni pour stimuler les performances économiques. Il faut plutôt tirer les leçons de l'actuelle pandémie de Covid-19 en matière de politique économique et sanitaire.

### 5.1 \_ Un commerce extérieur ouvert

- \_ Renforcement de l'approche multilatérale et renoncement aux restrictions à l'exportation
- \_ Suppression unilatérale des droits de douane
- \_ Renoncement au contrôle des investissements
- \_ Mise en œuvre du principe de sécurité de l'approvisionnement

#### Renforcement de l'approche multilatérale et renoncement aux restrictions à l'exportation

Vis-à-vis de la pandémie, la coopération économique internationale n'est pas la cause du problème, mais au contraire un élément essentiel de la solution (Baldwin et Evenett 2020). Toutefois, l'orientation accrue de nombreux pays vers leur marché intérieur compromet les efforts et l'efficacité de la coopération entre les pays, notamment en ce qui concerne la production et la distribution de biens liés à la santé. La Suisse serait donc bien avisée de contribuer à renforcer l'ordre multilatéral de l'OMC et de lutter contre les restrictions protectionnistes à l'exportation et contre les tarifs douaniers sur les différentes catégories de marchandises. La Suisse est l'un des dix plus grands exportateurs de technologies médicales au monde, y compris d'appareils respiratoires, et – contrairement à certains pays voisins – elle a jusqu'ici résisté à la tentation de mettre en place des contrôles rigides des exportations.

Les restrictions à l'exportation peuvent contribuer à améliorer la situation de l'offre dans le pays à très court terme, mais elles sont généralement contre-productives. Premièrement, il faut s'attendre à ce que les partenaires commerciaux prennent des contre-mesures, qui peuvent affecter l'économie nationale dans d'autres domaines plus sensibles. Le Peterson Institute, par exemple, conclut que les restrictions américaines à l'exportation – malgré le plus grand marché intérieur du monde et les fournisseurs possibles de produits de substitution – ont entravé la lutte contre la pandémie de coronavirus (Bown 2020). Deuxièmement, les restrictions à l'exportation à plus long terme réduisent l'incitation des fabricants à produire davantage à moyen et long terme, car ils ne sont pas autorisés à approvisionner les clients étrangers. Le savoir-faire existant et dans certains cas les capacités de production restent inutilisées.

#### Suppression unilatérale des droits de douane

En plus des restrictions à l'exportation, les droits de douane à l'importation entravent la circulation transfrontalière des marchandises. Il appartient à la Suisse de simplifier les aspects administratifs et financiers du flux de marchandises importées. Depuis plus d'un an, le Conseil fédéral prévoit de supprimer les droits de douane sur les produits industriels. Afin de pérenniser la sécurité de l'approvisionnement, il conviendrait d'aller de l'avant avec la suppression unilatérale de tous les droits de douane. Bien que la proposition du Conseil fédéral ne prévoit une suppression que pour les produits industriels, à moyen terme, les droits de douanes sur tous les autres produits qui contribuent à la sécurité de l'approvisionnement du pays (par exemple les produits agricoles) devraient également être supprimés.

### **Renoncement au contrôle des investissements**

Les tendances à la renationalisation de la politique économique ne sont pas perceptibles uniquement dans le commerce extérieur. Depuis un certain temps déjà, elles sont également visibles dans le domaine des investissements directs transfrontaliers. Les investissements suisses à l'étranger s'élèvent à plus de 1300 milliards (2018), tandis que les investissements étrangers en Suisse s'élèvent à environ 1200 milliards (SNB 2020b). Mais le «contrôle des investissements», mot magique du protectionnisme, met les échanges en danger. Au lieu de laisser les entreprises décider librement où investir, elles devraient maintenant attendre les décisions des autorités. Ces approches d'économie planifiée doivent être évitées car elles ne contribuent ni à la sécurité nationale ni à la sécurité de l'approvisionnement (Salvi 2018). Dans les situations de crise en particulier, l'absence d'entrave à la circulation des capitaux permet aux entreprises de répondre avec souplesse aux besoins de l'offre et de la demande, par exemple en reprenant des installations de production.

### **Mise en œuvre du principe de sécurité de l'approvisionnement**

Comme dans le secteur alimentaire, l'objectif pour les autres biens essentiels n'est pas de rechercher le plus haut taux d'autosuffisance possible, mais d'atteindre un niveau élevé de sécurité de l'approvisionnement. A cette fin, les sources d'approvisionnement doivent être diversifiées en approfondissant et en étendant le réseau d'accords de libre-échange. Sont notamment concernés les partenaires commerciaux qui constituent des marchés de vente et d'approvisionnement importants pour la Suisse aujourd'hui ou en raison de leur potentiel futur, mais également ceux qui produisent des biens importants pour les importations suisses. Il faut créer les conditions nécessaires pour diversifier davantage le portefeuille du commerce extérieur, par exemple en ouvrant des marchés jusqu'ici strictement fermés, comme ceux de l'agriculture.

## **5.2 \_ Renforcer le domaine des soins**

- Conclusion d'un accord sur la santé avec l'UE
- Garantie de la libre circulation des personnes
- Optimisation de la gestion des réserves obligatoires

### **Conclusion d'un accord sur la santé avec l'UE**

La meilleure approche est de lutter contre la pandémie au niveau mondial et transnational. Si cela n'est pas possible, ou seulement dans une mesure insuffisante, en raison de blocus géopolitiques et d'intérêts politiques nationaux divergents des grandes puissances économiques, la Suisse devrait se concentrer sur le niveau régional, européen. La conclusion d'un accord sur la santé avec l'UE est pertinente. La Suisse aurait ainsi un accès permanent aux ressources de l'UE pour lutter contre les maladies infectieuses. Toutefois, la conclusion d'un accord bilatéral sur la santé entre la Suisse et l'UE dépend de l'accord institutionnel entre l'UE et la Suisse (BAG 2018b). Le Conseil fédéral n'a pas encore présenté de calendrier concret pour la suite des opérations, car il veut d'abord attendre le résultat du vote sur l'«initiative de résiliation» en septembre 2020.

### **Garantie de la libre circulation des personnes**

Les restrictions administratives dues à la pandémie de coronavirus rendent difficile les échanges à travers la frontière suisse. Par exemple, en raison des contrôles frontaliers des personnes en Suisse, les travailleurs étrangers doivent non seulement présenter un document de voyage valide, mais aussi avoir un permis de séjour valide, dont font partie les autorisations transfrontalières. Et ce, malgré le fait qu'un frontalier sur cinq en moyenne travaille dans un secteur qui peut être considéré comme particulièrement important dans la situation de crise actuelle. Réintroduire rapidement la libre circulation des personnes et de garantir l'en-

trée et la sortie sans entrave des frontaliers, même en temps de crise, permettrait de renforcer la résilience de notre pays et est donc dans l'intérêt de la Suisse (Grünenfelder et al. 2020).

### **Optimisation de la gestion des réserves obligatoires**

Même si l'on craint, dans la situation actuelle de la pandémie de coronavirus, une raréfaction des biens de consommation individuels, l'obligation de faire des réserves doit continuer à porter uniquement sur les biens essentiels. La variété croissante des produits augmente les chances de trouver des substituts à de nombreux biens. En raison de l'évolution technologique et des préférences des consommateurs au fil du temps, une fois qu'une réserve obligatoire a été sélectionnée, elle doit être révisée régulièrement. Cela implique également de reconsidérer le stockage des produits, y compris les matières premières, qui peuvent être fabriqués en Suisse même pour un pourcentage élevé de la consommation intérieure. Un exemple en est le stock obligatoire de sucre qui existe actuellement. Du point de vue sanitaire et après considération du pourcentage élevé de la production nationale, le stockage n'est guère nécessaire (Dümmli 2019). Inversement, il convient de conserver des biens vitaux qui sont plus fréquemment nécessaires en situation de crise et qui ne peuvent être produits en Suisse à court terme. Mais même pour ces produits, le risque d'une véritable pénurie a probablement diminué au cours des dernières décennies. Depuis les années 1990, la Suisse a en effet progressivement étendu son réseau de partenaires de libre-échange, qui comprend aujourd'hui plus de 75 pays sur quatre continents. Cette base facilite la mise en place d'autres canaux d'approvisionnement.

### **5.3 \_ «La mondialisation d'abord»**

Les crises collectives et mondiales du passé ont conduit à plus de coopération plutôt qu'à moins de coopération, la période de la Deuxième Guerre mondiale en étant un exemple. Des institutions telles que le Fonds monétaire international (1944), l'ONU (1945), la Cour internationale de justice (1945), la Banque mondiale (1945) ou l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT, 1947 ; plus tard l'Organisation mondiale du commerce OMC) ont vu le jour immédiatement avant la fin de la guerre ou peu après.

Des solutions à un certain nombre de défis en matière de coopération internationale se dessinent déjà grâce à des coalitions de pays désireux de faire le premier pas ensemble. Par exemple, la Suisse et dix-huit autres membres de l'OMC sont en train d'introduire une procédure de recours préliminaire pour les différends commerciaux (Bundesrat 2020c). Une conférence virtuelle des donateurs sur la coopération internationale dans la recherche de médicaments et de vaccins pour faire face à la pandémie de corona a rassemblé plus de sept milliards d'euros en peu de temps (ZDF 2020).

La crise actuelle ne signifie pas nécessairement que le retrait de nombreux pays du commerce mondial est une tendance à long terme. Les avantages économiques d'une coopération plurilatérale ou même multilatérale sont trop importants pour être ignorés par les Etat-nations individuels. Cela est particulièrement vrai pour la Suisse, qui est très intégrée dans l'économie mondiale.

## Bibliographie

- AFD, Administration fédérale des douanes (2020b): VOIR EZV (2020b).
- Agristat, Statistik der Schweizer Landwirtschaft (2019): Statistische Erhebungen und Schätzungen über Landwirtschaft und Ernährung (SES). <https://www.sbv-usp.ch/de/services/agristat-statistik-der-schweizer-landwirtschaft/statistische-erhebungen-und-schaetzungen-ses/>. Consulté le 12.05.2020.
- AZ, Aargauer Zeitung (2020): Neuer Direktor des Bauernverbands über Selbstversorgung und fehlende Erntehelfer: «Wir sind stark gefordert». Von: Jordan, Gabriela. <https://www.aargauerzeitung.ch/wirtschaft/neuer-direktor-des-bauernverbands-ueber-selbstversorgung-und-fehlende-erntehelfer-mein-telefon-klingselt-aktuell-sehr-viel-137654785>. Consulté le 12.05.2020.
- BABS, Bundesamt für Bevölkerungsschutz (2015): Katastrophen und Notlagen Schweiz: Technischer Risikobericht 2015. [https://www.babs.admin.ch/content/babs-internet/de/publikservice/downloads/gefrisiken/\\_jcr\\_content/contentPar/accordion/accordionItems/risiko\\_und\\_gefahrena/accordionPar/downloadlist\\_copy/downloadItems/122\\_1461071612919.download/knsrisikobericht2015de.pdf](https://www.babs.admin.ch/content/babs-internet/de/publikservice/downloads/gefrisiken/_jcr_content/contentPar/accordion/accordionItems/risiko_und_gefahrena/accordionPar/downloadlist_copy/downloadItems/122_1461071612919.download/knsrisikobericht2015de.pdf). Consulté le 12.05.2020.
- BAG, Bundesamt für Gesundheit (2018a): Influenza-Pandemieplan Schweiz. <https://www.bag.admin.ch/bag/de/home/krankheiten/ausbrueche-epidemien-pandemien/pandemievorbereitung/pandemieplan.html>. Consulté le 12.05.2020.
- BAG, Bundesamt für Gesundheit (2018b): Zusammenarbeit mit der Europäischen Union (EU). <https://www.bag.admin.ch/bag/de/home/strategie-und-politik/internationale-beziehungen/zusammenarbeit-mit-der-europaeischen-union.html>. Consulté le 12.05.2020.
- Baldwin, Richard und Evenett, Simon (2020): Covid-19 and Trade Policy: Why Turning Inward Won't Work. VoxEU.org Book. London: CEPR Press. <https://voxeu.org/content/covid-19-and-trade-policy-why-turning-inward-won-t-work>. Consulté le 12.05.2020.
- Banque mondiale (2019): VOIR World Bank (2019).
- BNS, Banque nationale suisse (2020a): VOIR SNB (2020a).
- BFS, Bundesamt für Statistik (2020a): Beschäftigte nach Sektor und Grossregion. <https://www.bfs.admin.ch/bfs/de/home/statistiken/industrie-dienstleistungen/unternehmen-beschaeftigte/beschaeftigungsstatistik/beschaeftigte.assetdetail.12007639.html>. Consulté le 12.05.2020.
- BFS, Bundesamt für Statistik (2020b): Grenzgängerstatistik (GGS). <https://www.bfs.admin.ch/bfs/de/home/statistiken/arbeits-erwerb/erwerbstaetigkeit-arbeitszeit/erwerbstaetige/schweizer-innen-auslaender-innen/grenzgaenger-innen.html>. Consulté le 12.05.2020.
- BFS, Bundesamt für Statistik (2020c): Struktur der ständigen Wohnbevölkerung nach Kanton, 1999–2018. <https://www.bfs.admin.ch/bfs/de/home/statistiken/bevoelkerung.assetdetail.9466879.html>. Consulté le 12.05.2020.
- BFS, Bundesamt für Statistik (2020d): Landwirtschaftliche Nutzfläche. Ohne Sömmerungsweiden. <https://www.bfs.admin.ch/bfs/de/home/statistiken/land-forstwirtschaft/landwirtschaft.assetdetail.11667296.html>. Consulté le 12.05.2020.
- BLW, Bundesamt für Landesversorgung (2019): Agrarbericht 2019. <https://www.agrarbericht.ch/de/politik/direktzahlungen/versorgungssicherheitsbeitraege?highlight=versorgungssicherheit>. Consulté le 12.05.2020.
- Bown, Chad P. (2020): Covid-19: Trump's curbs on exports of medical gear put Americans and others at risk. PIIE Trade and Investment Policy Watch. <https://www.piie.com/blogs/trade-and-investment-policy-watch/covid-19-trumps-curbs-exports-medical-gear-put-americans-and>. Consulté le 12.05.2020.
- Bundesrat (2020a): SR818.101.24 Verordnung 2 über Massnahmen zur Bekämpfung des Coronavirus (Covid-19). <https://www.admin.ch/opc/de/classified-compilation/20200744/index.html>. Zugriff: 12.05.2020.
- Bundesrat (2020b): Die G20-Landwirtschaftsministerinnen und -minister wollen zusammenarbeiten. Medienmitteilung, Bern: April 2020. <https://www.admin.ch/gov/de/start/dokumentation/medienmitteilungen.msg-id-78858.html>. Consulté le 12.05.2020.
- Bundesrat (2020c): Die Schweiz und 18 weitere WTO-Mitglieder führen ein vorläufiges Berufungsverfahren für Handelsstreitigkeiten ein. Medienmitteilung, Bern: April 2020. <https://www.admin.ch/gov/de/start/dokumentation/medienmitteilungen.msg-id-78978.html>. Consulté le 12.05.2020.
- Bundesversammlung (2016): Unterstellung der strategischen Infrastrukturen der Energiewirtschaft unter die Lex Koller. Nationalrat: Parlamentarische Initiative (16.498) vom 16.12.2016. <https://www.parlament.ch/de/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaeft?AffairId=20160498>. Consulté le 12.05.2020.

- Bundesversammlung (2018a): Schutz der Schweizer Wirtschaft durch Investitionskontrollen. Ständerat: Motion (18.3021) vom 26.02.2018. <https://www.parlament.ch/de/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaefte?AffairId=20183021>. Consulté le 12.05.2020.
- Bundesversammlung (2018b): Erpressung durch die EU im Gesundheitsbereich? Nationalrat: Anfrage (18.1079) vom 06.12.2018. <https://www.parlament.ch/de/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaefte?AffairId=20181079>. Consulté le 12.05.2020.
- BWL, Bundesamt für wirtschaftliche Landesversorgung (2020): Vorratshaltung. <https://www.bwl.admin.ch/bwl/de/home/themen/pflichtlager.html>. Consulté le 12.05.2020.
- Dümmler, Patrick (2017): Mythos Selbstversorgung; Versorgungssicherheit heisst Freihandel. Avenir Suisse Blog, 11.09.2017. <https://www.avenir-suisse.ch/mythos-selbstversorgung/>. Consulté le 12.05.2020.
- Dümmler, Patrick (2019): Süsse Versuchung: Teure Subventionen für Zucker verzögern den Strukturwandel. Avenir Suisse. <https://www.avenir-suisse.ch/suesse-versuchung/>. Consulté le 12.05.2020.
- Dümmler, Patrick; Anthamatten, Jennifer (2020): Registre des privilèges de l'agriculture suisse 2020. Avenir Suisse. <https://www.avenir-suisse.ch/fr/registre-des-privileges-agricoles-2020/>. Consulté le 12.05.2020.
- Dümmler, Patrick; Roten, Noémie (2018): Une politique agricole d'avenir. Stratégie en dix points en faveur des consommateurs, des contribuables et des entrepreneurs agricoles. Avenir Suisse. <https://www.avenir-suisse.ch/fr/publication/une-politique-agricole-davenir/>. Consulté le 12.05.2020.
- Economist (2020): The global food supply chain is passing a severe test: Keeping the world fed. <https://www.economist.com/leaders/2020/05/09/the-global-food-supply-chain-is-passing-a-severe-test>. Consulté le 12.05.2020.
- EDA, Eidgenössisches Departement für auswärtige Angelegenheiten (2020): Schweiz unterstützt schnelle Reaktion der Weltbankgruppe auf Covid-19. Bern: April 2020. <https://www.eda.admin.ch/eda/de/home/das-eda/aktuell/newsuebersicht/2020/04/weltbank-corona.html>. Consulté le 12.05.2020.
- Europäische Kommission (2020): Corona-Krisenreaktion: Gesundheitswesen. [https://ec.europa.eu/info/live-work-travel-eu/health/coronavirus-response/public-health\\_de](https://ec.europa.eu/info/live-work-travel-eu/health/coronavirus-response/public-health_de). Consulté le 12.05.2020.
- Evenett, Simon (2020): Tackling Covid-19 Together: The Trade Policy Dimension. Global Trade Alert. <https://www.global-tradealert.org/reports/download/51>. Consulté le 12.05.2020.
- EZV, Eidgenössische Zollverwaltung (2020a): Covid-19; Einfuhren von Schutzbekleidung/Schutzmaterial für die Bevölkerung, die für die Kantone und den Bund bestimmt sind. Information. Bern: April 2020. [https://www.ezv.admin.ch/dam/ezv/de/dokumente/aktuell/information-covid19-einfuhr-schutzbekleidung.pdf.download.pdf/information-covid19-einfuhr-schutzbekleidung\\_d.pdf](https://www.ezv.admin.ch/dam/ezv/de/dokumente/aktuell/information-covid19-einfuhr-schutzbekleidung.pdf.download.pdf/information-covid19-einfuhr-schutzbekleidung_d.pdf). Consulté le 12.05.2020.
- EZV, Eidgenössische Zollverwaltung (2020b): Swiss-Impex. <https://www.gate.ezv.admin.ch/swissimpex/index.xhtml>. Consulté le 12.05.2020.
- Financial Times (2020): Swiss keep calm and rest on their months of stockpiles. Von: Jones, Sam. <https://www.ft.com/content/b6ca9ded-00d5-4eed-a9b7-ed76a5df818a>. Consulté le 12.05.2020.
- Global Trade Alert (2020): Global Dynamics (New Interventions Per Year). [https://www.globaltradealert.org/global\\_dynamics/day-to\\_0503/flow\\_all](https://www.globaltradealert.org/global_dynamics/day-to_0503/flow_all). Consulté le 12.05.2020.
- Grünenfelder, Peter et al. (2020): Accorder plus de liberté aux entreprises pour lutter contre le coronavirus. Un allègement de la réglementation est nécessaire dans de nombreux domaines. Avenir Suisse. <https://www.avenir-suisse.ch/fr/publication/accorder-plus-de-liberte-aux-entreprises-pour-lutter-contre-le-coronavirus/>. Consulté le 12.05.2020.
- Kamasa, Julian; Watanabe, Lisa (2019): Landesversorgung als Vorsorge für den Krisenfall. Center for Security Studies ETH Zürich. <https://css.ethz.ch/content/dam/ethz/special-interest/gess/cis/center-for-securities-studies/pdfs/CSSAnalyse253-DE.pdf>. Consulté le 12.05.2020.
- KOF, Konjunkturforschungsstelle (2015): Der bilaterale Weg – eine ökonomische Bestandsaufnahme: Aktualisierung der Studie «Auswirkung der bilateralen Abkommen auf die Schweizer Wirtschaft». ETH Zürich. <https://www.research-collection.ethz.ch/bitstream/handle/20.500.11850/112229/eth-49559-01.pdf?sequence=1>. Consulté le 12.05.2020.
- KOF, Konjunkturforschungsstelle (2019): KOF Globalisierungsindex. ETH Zürich. <https://kof.ethz.ch/prognosen-indikatoren/indikatoren/kof-globalisierungsindex.html>. Consulté le 12.05.2020.
- Mion, Giordano; Ponattu, Dominic (2019): Estimating Economic Benefits of the Single Market for European Countries and Regions. Policy Paper. Bertelsmann Stiftung. [https://www.bertelsmann-stiftung.de/fileadmin/files/BSt/Publikationen/GrauePublikationen/EZ\\_Study\\_SingleMarket.pdf](https://www.bertelsmann-stiftung.de/fileadmin/files/BSt/Publikationen/GrauePublikationen/EZ_Study_SingleMarket.pdf). Consulté le 12.05.2020.
- Möhring, Anke et al. (2018): Evaluation Versorgungssicherheitsbeiträge. Schlussbericht. Agroscope. Nr. 66/2018. <https://www.aramis.admin.ch/Default.aspx?DocumentID=49822&Load=true>. Consulté le 12.05.2020.
- NZZ, Neue Zürcher Zeitung (2020a): Die Industrie produziert WC-Papier rund um die Uhr – und kommt doch nicht nach. Von: Feldges, Dominik. <https://www.nzz.ch/wirtschaft/die-industrie-produziert-wc-papier-rund-um-die-uhr-und-kommt-doch-nicht-nach-ld.1549646>. Consulté le 12.05.2020.

- NZZ, Neue Zürcher Zeitung (2020b): In der Corona-Krise: Bauern wollen Agrarreform des Bundesrats stoppen. Von: Vonplon, David. <https://www.nzz.ch/schweiz/in-der-corona-krise-bauern-wollen-agrarreform-des-bundesrats-bojkottieren-ld.1548727>. Consulté le 12.05.2020.
- OCDE, Organisation de coopération et de développement économiques (2018): voir OECD (2018).
- OECD, Organisation for Economic Cooperation and Development (2018): Trade in Value Added (TiVA): Principal Indicators. [https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=TIVA\\_2018\\_C1#](https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=TIVA_2018_C1#). Consulté le 12.05.2020.
- OECD, Organisation for Economic Cooperation and Development (2020): OECD FDI Regulatory Restrictiveness Index. <https://stats.oecd.org/Index.aspx?datasetcode=FDIINDEX#>. Consulté le 12.05.2020.
- OFS, Office fédéral de la statistique (2020a): voir BFS (2020a).
- OFS, Office fédéral de la statistique (2020b): voir BFS (2020b).
- OFS, Office fédéral de la statistique (2020c): voir BFS (2020c).
- OMC, Organisation mondiale du commerce (2020a): voir WTO 2020a.
- Salvi, Marco (2018): Contrôle des investissements. Les entreprises suisses doivent-elles être protégées des rachats étrangers? Avenir Suisse. <https://www.avenir-suisse.ch/fr/publication/controle-des-investissements/>. Consulté le 12.05.2020.
- SECO, Staatssekretariat für Wirtschaft (2018): Aufhebung der Industriezölle. Erläuternder Bericht zur Vernehmlassungsvorlage. Bern: Dezember 2018. [https://www.admin.ch/ch/d/gg/pc/documents/3009/Aufhebung-Industriezoelle\\_Erl.-Bericht\\_de.pdf](https://www.admin.ch/ch/d/gg/pc/documents/3009/Aufhebung-Industriezoelle_Erl.-Bericht_de.pdf). Consulté le 12.05.2020.
- SECO, Staatssekretariat für Wirtschaft (2020): Quartalsdaten Bruttoinlandprodukt. <https://www.seco.admin.ch/seco/de/home/wirtschaftslage---wirtschaftspolitik/Wirtschaftslage/bip-quartalschaetzungen-/daten.html>. Consulté le 12.05.2020.
- SNB, Schweizerische Nationalbank (2020a): Zahlungsbilanz und Auslandvermögen der Schweiz. [https://data.snb.ch/de/topics/aube#!/cube/bopcurra?fromDate=2002&toDate=2019&dimSel=D0\(T4\),D1\(E,A,S\)](https://data.snb.ch/de/topics/aube#!/cube/bopcurra?fromDate=2002&toDate=2019&dimSel=D0(T4),D1(E,A,S)). Consulté le 12.05.2020.
- SNB, Schweizerische Nationalbank (2020b): Direktinvestitionen. <https://data.snb.ch/de/topics/aube#!/chart/dfdicbabsach>. Consulté le 12.05.2020.
- Statista (2020): Lebensmittel mit gestiegener Nachfrage während der Corona-Krise in der Schweiz 2020. <https://de.statista.com/statistik/daten/studie/1108585/umfrage/lebensmittel-mit-gestiegener-nachfrage-waehrend-der-corona-krise-in-der-schweiz/>. Consulté le 12.05.2020.
- Sturm, Jan-Egbert (2019): Die Folgen der Personenfreizügigkeit - Ökonomische Forschungsergebnisse und Wirkungen. Ökonomen-Hearing zu den Bilateralen. <https://cdn.avenir-suisse.ch/production/uploads/2019/03/Oekonomenhearing-Wert-der-Bilateralen-Praesentationen.pdf>. Consulté le 12.05.2020.
- Tages-Anzeiger (2020): Die Schweiz ist jetzt Teil der Familie. Von: Israel, Stephan. <https://www.tagesanzeiger.ch/die-schweiz-ist-jetzt-teil-der-familie-771011301797>. Consulté le 12.05.2020.
- The Balance (2020): US Inflation Rate by Year from 1929 to 2022: How Bad is Inflation? Past, Present, Future. Von: Amadeo, Kimberley und Berry-Johnson, Janet. <https://www.thebalance.com/u-s-inflation-rate-history-by-year-and-forecast-3306093>. Consulté le 12.05.2020.
- UVEK, Eidgenössisches Departement für Umwelt, Verkehr, Energie und Kommunikation (2020): Bundespräsidentin Sommaruga bringt an Covid-19-Konferenz Schweizer Position ein. Medienmitteilung. Bern: April 2020. <https://www.uvek.admin.ch/uvek/de/home/uvek/medien/medienmitteilungen.msg-id-79013.html>. Consulté le 12.05.2020.
- Vision Landwirtschaft (2020): Coronakrise: Weniger produzieren erhöht die Versorgungssicherheit. [https://www.visionlandwirtschaft.ch/de/themen/agrarpolitik-und-direktzahlungen/coronakrise\\_weniger\\_produzieren\\_erhoeht\\_die\\_versorgungssicherheit/](https://www.visionlandwirtschaft.ch/de/themen/agrarpolitik-und-direktzahlungen/coronakrise_weniger_produzieren_erhoeht_die_versorgungssicherheit/). Consulté le 12.05.2020.
- WEF, World Economic Forum (2019): Global Competitiveness Report 2019: How to end a lost decade of productivity growth. <https://www.weforum.org/reports/how-to-end-a-decade-of-lost-productivity-growth>. Consulté le 12.05.2020.
- Weiss, Johann; Sachs, Andreas; Weinelt, Heidrun (2018): Globalisierungsreport 2018: Wer profitiert am stärksten von der Globalisierung? Bertelsmann Stiftung. [https://www.bertelsmann-stiftung.de/fileadmin/files/BSt/Publikationen/Graue-Publikationen/MT\\_Globalisierungsreport\\_2018.pdf](https://www.bertelsmann-stiftung.de/fileadmin/files/BSt/Publikationen/Graue-Publikationen/MT_Globalisierungsreport_2018.pdf). Consulté le 12.05.2020.
- World Bank (2019): World Development Indicators. <https://databank.worldbank.org/data/download/GNIPC.pdf>. Consulté le 12.05.2020.
- World Bank (2020a): World Development Indicators. <https://databank.worldbank.org/indicator/NY.GNP.PCAP.CD/1ff4a498/Popular-Indicators#>. Consulté le 12.05.2020.
- World Bank (2020b): Current Health Expenditure per Capita. <https://data.worldbank.org/indicator/SH.XPD.CHEX.PP.CD>. Consulté le 12.05.2020.
- WTO (2020a): International Trade Statistics. <https://timeseries.wto.org/>. Consulté le 12.05.2020.
- WTO (2020b): Trade in Medical Goods. <https://medtrade.herokuapp.com/>. Consulté le 12.05.2020.
- ZDF, Zweites Deutsches Fernsehen (2020): Merkel: Halbe Milliarde Euro für Impfstoff. <https://www.zdf.de/nachrichten/politik/corona-impfstoff-merkel-geberkonferenz-100.html>. Consulté le 12.05.20